Fm. 4 30709

CONVENTION NATIONALE.

Case
FRC
24907

OPINION

DU

CITOYEN SAINT-JUST,

Sur les Subsistances ;

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS,

JE ne suis point de l'avis du comité : je n'aime point les lois violentes sur le commerce. On peut dire au peuple ce que disoit un soldat carthaginois à Annibal : » *Vous* » *savez vaincre, mais vous ne savez pas profiter de la* » *victoire.* » Les hommes généreux qui ont détruit la tyrannie, ignorent-ils l'art de se gouverner & de se conserver ?

THE NEWBERRY LIBRARY

Tant de maux tiennent à un désordre profondément compliqué ! Il en faut chercher la source dans le mauvais système de notre économie. On demande une loi sur les subsistances ! Une loi positive là-dessus ne sera jamais sage. L'abondance est le fruit d'une bonne administration : or, la nôtre est mauvaise. Il faut qu'une bouche sincère mette aujourd'hui la vérité dans tout son jour. Je ne puis traiter utilement la matière des subsistances, sans entrer dans quelques détails sur notre économie vicieuse; j'ai besoin de développer des principes dont l'oubli nous a perdus. Le même vice a ébranlé le commerce & l'agriculture, & par la suite ébranlera toutes les lois. Si donc vous voulez que l'ordre & l'abondance renaissent, portez la lumière dans le dédale de notre économie française depuis la révolution.

Les maux de ce grand peuple, dont la monarchie a été détruite par les vices de son régime économique, & que le goût de la philosophie & de la liberté tourmentoit depuis long-temps, tiennent à la difficulté de rétablir l'économie au milieu de la vigueur & de l'indépendance de l'esprit public.

Mais ce qui perpétue le mal, c'est l'imprudence d'un gouvernement provisoire trop long-temps souffert, dans lequel tout est confondu; dans lequel les purs élémens de la liberté se font la guerre comme on peint le chaos avant la nature.

Examinons donc quelle est notre situation présente. Dans l'affreux état d'anarchie où nous sommes, l'homme, redevenu comme sauvage, ne reconnoît plus de frein légitime; l'indépendance armée contre l'indépendance n'a plus de loi, plus de juges, & toutes les idées de justice enfantent la violence & le crime par le défaut de garantie; toutes volontés isolées n'en obligent aucune; & chacun agissant comme portion naturelle du législateur & du magistrat, les idées que chacun fesait de l'ordre opèrent le désordre général.

Il eſt dans la nature des choſes que nos affaires économiques ſe brouillent de plus en plus, juſqu'à ce que la république établie embraſſe tous les rapports, tous les intérêts, tous les droits, tous les devoirs, & donne une allure commune à toutes les parties de l'Etat.

Un peuple qui n'eſt pas heureux n'a point de patrie, il n'aime rien ; &, ſi vous voulez fonder une république, vous devez vous occuper de tirer le peuple d'un état d'incertitude & de misère qui le corrompt. Si vous voulez une république, faites en ſorte que le peuple ait le courage d'être vertueux : on n'a point de vertus politiques ſans orgueil ; on n'a point d'orgueil dans la détreſſe. En vain demandez-vous de l'ordre ; c'eſt à vous de le produire par le génie des bonnes lois.

On dit ſouvent, lorſque l'on parle de morale : cela eſt bon en théorie ; c'eſt que l'on ne voit pas que la morale doit être la théorie des lois avant d'être celle de la vie civile. La morale qui gît en préceptes iſole tout ; mais fondue, pour ainſi dire, dans les lois, elle incline tout vers la ſageſſe, en n'établiſſant que des rapports de juſtice entre les citoyens.

On ne peut ſe diſſimuler que notre économie eſt altérée en ce moment, comme le reſte, faute de lois & de juſtes rapports. Féro vous a parlé d'après Smits & Monteſquieu. Smits & Monteſquieu n'eurent jamais l'expérience de ce qui ſe paſſe chez nous. Beffroi vous a fait le tableau de beaucoup d'abus ; il a enſeigné des remèdes, mais n'a point calculé leur application. Roland vous a répété les conſeils des économiſtes ; mais cela ne ſuffit point. Il eſt bien vrai que la liberté du commerce eſt la mère de l'abondance : mais d'où viennent les entraves miſes à cette liberté ? La diſette peut provenir de mille cauſes ; & ſi la rareté des grains étoit venue en France d'une cauſe particulière, & que nous y vouluſſions appliquer un remède bon en lui-même, mais ſans rapports avec le mal, il arriveroit que le remède ſeroit au moins nul, ſinon pernicieux.

Voilà ce qui nous arrive. En vain nous parle-t-on de la liberté du commerce des grains, si nos malheurs ne viennent point premièrement du défaut de la liberté, ou plutôt si ce défaut de liberté dérive d'une cause sur laquelle on ferme les yeux.

J'ose dire qu'il ne peut exister un bon traité d'économie-pratique. Chaque gouvernement a ses abus; & les maladies du corps social ne sont pas moins incalculables que celles du corps humain. Ce qui se passe en Angleterre, & partout ailleurs, n'a rien de commun avec ce qui se passe chez nous : c'est dans la nature même de nos affaires qu'il faut chercher nos maladies & nos remèdes.

Ce qui a renversé en France le système du commerce des grains depuis la révolution, c'est l'émission déréglée du signe. Toutes nos richesses métalliques & territoriales sont représentées : le signe de toutes les valeurs est dans le commerce; & toutes ces valeurs sont nulles dans le commerce, parce qu'elles n'entrent pour rien dans la consommation. Nous avons beaucoup de signes, & nous avons très peu de choses.

Le législateur doit calculer tous les produits dans l'Etat, & faire en sorte que le signe les représente; mais si les fonds & les produits de ces fonds sont représentés, l'équilibre est perdu, & le prix des choses doit hausser de moitié : on ne doit pas représenter les fonds, on ne doit représenter que les produits.

Voilà ce qui nous arrive. Le luxe est aboli; tous les métaux achetés chèrement, ou tirés des retraites où le faste les retenoit, ont été convertis en signes. Il ne reste plus de métaux ni de luxe pour l'industrie : voilà le signe doublé de moitié, & le commerce diminué de moitié. Si cela continue, le signe enfin sera sans valeur; notre change sera bouleversé, notre industrie tarie, nos ressources épuisées; il ne nous restera plus que la terre à partager & à dévorer.

Lorſque je me promène au milieu de cette grande ville, je gémis ſur les maux qui l'attendent, & qui attendent toutes les villes, ſi nous ne prévenons la ruine totale de nos finances : notre liberté aura paſſé comme un orage, & ſon triomphe comme un coup de tonnerre. Je ne parlerai pas de l'approviſionnement de Paris : c'eſt une affaire de police qui ne regarde pas l'économie.

Nos ſubſiſtances ont diſparu à meſure que notre liberté s'eſt étendue, parce que nous ne ſommes guère attachés qu'aux principes de la liberté, & que nous avons négligé ceux du gouvernement.

Il étoit dans la nature des choſes que nous nous élevaſſions promptement au degré d'énergie où nous ſommes parvenus. Nos beſoins preſſans ont dévoré tous nos préjugés ; notre liberté eſt fille de la misère. Il n'eſt plus temps de ſe flatter ; il ne faut pas non plus tomber dans le découragement. Etabliſſons notre république, donnons-nous des lois, n'attendons plus : que nous importent les jugemens du monde ? ne cherchons point la ſageſſe ſi loin de nous. Que nous ſerviroient les préceptes du monde, après la perte de la liberté ? Tandis que nous attendons le tribut des lumières des hommes, & que nous rêvons le ſpectacle de la liberté du globe ; la foibleſſe humaine, les abus en tous genres, le crime, l'ambition, l'erreur, la famine, qui n'ajournent pas leurs ravages, nous ramènent en triomphe à la ſervitude. On croiroit que nous déſirons l'eſclavage, en nous voyant expoſer la liberté à tant d'écueils. Nous courons riſque de nous perdre, ſi nous n'examinons pas enfin où nous en ſommes, & quel eſt notre but. La cherté des ſubſiſtances & de toutes choſes vient de la diſproportion du ſigne ; les papiers de confiance augmentent encore la diſproportion : car les fonds d'amortiſſement ſont en circulation ; l'abyme ſe creuſe tous les jours par les néceſſités de la guerre. Les manufactures ne font rien, on n'achète point, le commerce ne roule guères que ſur les ſoldats.

Je ne vois plus dans le commerce que notre imprudence & notre ſang : tout ſe change en monnoie : les produits de la terre ſont accaparés ou cachés; enfin, je ne vois plus dans l'Etat que de la misère, de l'orgueil & du papier. Je ne ſais pas de quoi vivent tant de marchands : on ne peut point s'en impoſer là-deſſus; ils ne peuvent plus ſubſiſter long-temps. je crois voir dans l'intérieur des maiſons les familles triſtes, déſolées; il n'eſt pas poſſible que l'on reſte long-temps dans cette ſituation. Il faut lever le voile : perſonne ne ſe plaint, mais que de familles pleurent ſolitairement! Vous vous flattez en vain de faire une république, ſi le peuple affligé n'eſt point propre à la recevoir.

On dit que les journées de l'artiſan augmentent en proportion du prix des denrées; mais ſi l'artiſan n'a point d'ouvrage, qui paiera ſon oiſiveté? Il y a dans Paris un vautour ſecret. Que font maintenant tant d'hommes qui vivoient des habitudes du riche? La misère a fait naître la révolution : la misère peut la détruire. Il s'agit de ſavoir ſi une multitude qui vivoit, il y a peu de temps, des ſuperfluités, du luxe, des vices d'une autre claſſe, peut vivre de la ſimple corrélation de ſes beſoins particuliers. Cette ſituation eſt très-dangereuſe; car ſi l'on n'y gagne que pour ſes beſoins, la claſſe commerçante n'y peut point gagner pour ſes engagemens; ou le commerce étant enfin réduit à la meſure de ſes modiques beſoins, doit bientôt périr par le change. Ce ſyſtême ruineux s'établira dans tout l'empire. Que ferons-nous de nos vaiſſeaux? Le commerce d'économie a pris ſon aſſiette dans l'univers; nous ne l'enleverons point aux Hollandais, aux Anglais, aux autres peuples. D'ailleurs, n'ayant plus ni denrées à exporter, ni ſigne reſpectable chez l'étranger, nous ſerions enfin réduits à renoncer à tout commerce.

Nous ne nous ſommes pas encore demandé quel eſt notre but, & quel ſyſtême de commerce nous voulons

nous frayer. Je ne crois pas que votre intention ſoit de vivre comme les Scytes & les Indiens. Nos climats & nos humeurs ne ſont propres ni à la pareſſe ni à la vie paſtorale ; & cependant nous marchons, ſans nous en appercevoir, vers une vie pareille.

Ne croyez pas que les peuples commerçans de l'Europe s'intéreſſent en notre faveur à la cauſe des rebelles & des rois qui nous font la guerre : ces peuples nous obſervent ; notre économie, nos finances ſont l'objet de leurs méditations ; &, dans la marche préſente de nos affaires, ils ſe complaiſent à entrevoir l'affoibliſſement prochain de notre commerce & le partage de nos dépouilles. Ces peuples ſont nos ennemis ; & ſi nous étions ſages, ils nous déclareroient la guerre. Ils nous l'ont faite avec leur or.

La diſproportion du ſigne a détruit le commerce & l'économie ſous ces premiers rapports ; la nature du ſigne a amené la diſette des grains.

Autrefois le ſigne étoit moins abondant ; il y en avoit toujours une bonne partie de théſauriſée ; ce qui baiſſoit encore le prix des choſes. Dans un nombre donné d'années, on voyoit, au milieu de la même abondance, varier le prix des denrées : c'eſt que dans ce temps donné, par certaines viciſſitudes, le ſigne théſauriſé ſortoit des retraites, & rentroit en circulation en plus ou moins grande quantité. Aujourd'hui, on ne théſauriſe plus ; nous n'avons point d'or ; & il en faut dans un état : autrement, on amaſſe ou l'on retient les denrées, & le ſigne perd de plus en plus. La diſette des grains ne vient point d'autre choſe. Le laboureur, qui ne veut point mettre de papier dans ſon tréſor, vend à regret ſes grains. Dans tout autre commerce, il faut vendre pour vivre de ſes profits. Le laboureur au contraire n'achète rien ; ſes beſoins ne ſont pas dans le commerce. Cette claſſe étoit accoutumée à théſauriſer tous les ans, en eſpèces, une partie du pro-

duit de la terre; aujourd'hui elle préfère de conſerver ſes grains à amaſſer du papier. Il réſulte de-là que le ſigne de l'Etat ne peut point ſe meſurer avec la partie la plus conſidérable des produits de la terre qui ſont cachés, parce que le laboureur n'en a pas beſoin, & ne met guère dans le commerce que la portion des produits néceſſaires pour acquitter ſes fermages.

Quelqu'un ici s'eſt plaint du luxe des laboureurs. Je ne décide pas ſi le luxe eſt bon en lui-même; mais ſi nous étions aſſez heureux pour que le laboureur aimât le luxe, il faudroit bien qu'il vendît ſon bled pour acheter les ſuperfluités. Voilà de funeſtes conſéquences: je les abandonne à vos méditations, vous qui faites nos lois. Il faudra du luxe dans votre république, ou des lois violentes contre le laboureur, qui perdront la république. Il y a bien des réflexions à faire ſur notre ſituation; on n'en fait point aſſez. Tout le monde veut bien de la république; perſonne ne veut de la pauvreté ni de la vertu. La liberté fait la guerre à la morale, pour ainſi dire, & veut régner en dépit d'elle.

Il faut donc que le légiſlateur faſſe en ſorte que le laboureur dépenſe ou ne répugne point à amaſſer le papier; que tous les produits de la terre ſoient dans le commerce, & balancent le ſigne. Il faut enfin équipoller le ſigne, les produits, les beſoins; voilà le ſecret de l'adminiſtration économique.

Or, conſidérez, je vous prie, ſi les produits, les beſoins & le ſigne ſont en proportion dans la république. Les produits ſont cachés, les beſoins ſont ſortis avec la tyrannie; le ſigne a quadruplé poſitivement & relativement. On n'arrache qu'avec peine les produits des mains avares qui les reſſerrent. Voilà les vices du caractère public que nous aurons à vaincre pour arriver à l'état républicain: car perſonne n'a d'entrailles, & la patrie eſt pleine de monſtres & de ſcélérats.

Hâtez-vous de calmer ces maux, & d'en prévenir de plus grands. Ceux qui nous propoſent une liberté indéfinie de commerce nous diſent une très-grande vérité en thèſe générale; mais il s'agit des maux d'une révolution, il s'agit de faire une république d'un peuple épars avec les débris & les crimes de ſa monarchie, il s'agit d'établir la confiance, il s'agit d'inſtruire à la vertu les hommes durs, qui ne vivent que pour eux.

Ce qu'il y a d'étonnant dans cette révolution, c'eſt qu'on a fait une république avec des vices: faites-en des vertus; la choſe n'eſt pas impoſſible.

Un peuple eſt conduit facilement aux idées ſaines. Je crois qu'on a plus tôt fait un ſage peuple qu'un homme de bien. Vous qui nous préparez des lois, les vices & les vertus du peuple ſeront votre ouvrage. Il eſt une ſorte de mœurs dans l'Etat, qui ne peut s'acquérir que par le tems. Il eſt des mœurs politiques qu'un peuple prend le même jour qu'il a des lois. Vous déciderez ſi le peuple français doit être conquérant ou commerçant; c'eſt ce que je n'examine point ici; mais vous pouvez en un moment lui donner une patrie; & c'eſt alors que l'indigent oubliera la licence, & que le riche ſentira ſon cœur. Je ne connois preſque point de remèdes proviſoires aux malheurs qui naiſſent de l'anarchie & de la mauvaiſe adminiſtration; il faut une Conſtitution excellente qui lie tous les intérêts. La liberté ſans loi ne peut pas régir un Etat; il n'eſt point de meſures qui puiſſent remédier aux abus: lorſqu'un peuple n'a point un gouvernement proſpère, c'eſt un corps délicat pour qui tous les alimens ſont mauvais. Y protége-t-on la liberté du commerce des grains; on accapare en vertu de la liberté: contraignez-vous les propriétaires, chaſſez-vous les facteurs; la terreur eſt l'excuſe des marchands. Enfin, il vous manque cette harmonie ſociale que vous n'obtiendrez que par des lois.

On ne peut point faire de lois particulières contre

ces abus ; l'abondance eſt le réſultat de toutes les lois enſemble.

Mais ſi l'on vouloit donner à ce grand peuple des lois républicaines, & lier étroitement ſon bonheur à ſa liberté, il faudroit le prendre tel qu'il eſt, adoucir ſes maux, calmer l'incertitude du crédit public ; car enfin, & je n'oſe le dire, ſi l'empire venoit à ſe démembrer, l'homme qui attache quelque prix à l'aiſance, ſe demande à lui-même ce que deviendroient entre ſes mains des richeſſes fictives dont le cours ſeroit circonſcrit. Vous avez juré de maintenir l'unité ; mais la marche des événemens eſt au-deſſus de ces ſortes de lois, ſi la conſtitution ne les conſacre pas.

Il faudroit interroger, deviner tous les cœurs & tous les maux, & ne point traiter comme un peuple ſauvage, un peuple aimable, ſpirituel & ſenſible, dont le ſeul crime eſt de manquer de pain.

L'empire eſt ébranlé juſques dans ſes fondemens ; la guerre a détruit les troupeaux ; le partage & le défrichement des communes achevera leur ruine, & nous n'aurons bientôt ni cuirs, ni viandes, ni toiſons. Il eſt à remarquer que la famine s'eſt fait ſur-tout ſentir depuis l'édit de 1763, ſoit qu'en diminuant les troupeaux, on ait diminué les engrais, ſoit que l'extrême abondance ait frayé le chemin aux exportations immodérées. Vous ſerez forcés un jour d'encourager le laboureur à aménager ſes terres, & à partager ſon induſtrie entre les grains & les troupeaux. Il ne faut pas croire qu'une portion de la terre étant miſe en pâturages, l'autre portion ne ſuffira plus à nos beſoins ; on aura plus d'engrais, & la terre mieux ſoignée rapportera davantage. On tarira le commerce des grains ; le peuple aura des troupeaux pour ſe nourrir & ſe vêtir ; nous commercerons de nos cuirs & de nos laines. Il y a trente ans, la viande coûtoit 4 ſ. la livre, le drap 10 liv., les ſouliers 50 ſols, le pain 1 ſou ; les pâturages n'étoient point défrichés ; ils l'ont été depuis ; & pour ne point prendre l'inſtant de cette criſe paſſagère

pour exemple, en 1787 le drap valoit 20 liv., la viande 8 ſols, les ſouliers 5 & 6 liv., le pain 2 ſous & demi. Qu'avons-nous gagné à défricher les landes & les collines? Nous avons porté notre argent en Angleterre & en Hollande, d'où nous avons tiré nos cuirs; nous avons vendu nos grains pour nous vêtir; nous n'avons travaillé que pour l'Europe. On eſt devenu plus avare & plus fripon; les travaux exceſſifs des campagnes ont produit des épidémies; les économiſtes ont perfectionné le mal, le gouvernement a trafiqué. Les ſeigneurs avoient tiercé trois fois depuis 40 ans; &, pour conſacrer leurs entrepriſes par un acte de poſſeſſion, ils plantoient ces tiercemens en mauvais bois qui multiplioient le gibier, occaſionnoient le ravage des moiſſons, & diminuoient les troupeaux; en ſorte que la nature & le loiſir n'étoient plus faits que pour les nobles & pour les bêtes, & le pauvre ne défrichoit encore que pour elles. La révolution eſt venue; &, comme je l'ai dit, les produits s'étant cachés, le ſigne a perdu ſa valeur.

Voilà notre ſituation. Nous ſommes pauvres comme les Eſpagnols, par l'abondance de l'or ou du ſigne, & la rareté des denrées en circulation; nous n'avons plus ni troupeaux, ni laine, ni induſtrie dans le commerce. Les gens induſtrieux ſont dans les armées, & nous ne trafiquons qu'avec le tréſor public; en ſorte que nous tournons ſur nous-mêmes, & commerçons ſans intérêt. Nous conſommons tout, rien ne ſort pour l'étranger, & le change s'altère d'autant plus contre nous.

Si je ne me trompe, ce qui vaut aujourd'hui un écu, en ſuppoſant que nous ne changions pas de ſyſtême, vaudra 10 liv. dans 18 mois. Il ſera fabriqué environ pour 200 millions d'eſpèces; le ſigne repréſentatif de tous les biens des émigrés ſera en émiſſion; on remplacera l'arriéré des impôts par des émiſſions d'aſſignats, & le capital des impôts ſera en circulation avec le ſigne repréſentatif de l'arriéré. Le peuple alors gémira ſous le portique des légiſ-

latures; la misère séditieuse ébranlera vos lois; les rentes fixes seront réduites à rien; l'État même ne trouvera plus de ressource dans la création des monnoies; elles seront nulles. Nous ne pourrons pas honorablement payer nos dettes avec ces monnoies sans valeur. Alors quelle sera notre espérance? La tyrannie sortira vengée & victorieuse du sein des émeutes populaires. Si les droits de l'homme subsistent encore, les droits de l'homme seront écrits avec le sang du peuple sur le tombeau de la liberté. On violera l'asyle du laboureur, on détruira peut-être l'espérance des moissons prochaines; & nous serons la fable de l'Europe.

Citoyens, pardonnez à ces réflexions: tout concourt à les réaliser; mais les remèdes sont dans vos mains. Un législateur ne connoît point l'effroi; il calcule avec son jugement, & non point avec sa frayeur. Travaillons enfin pour le bonheur du peuple, & que les législateurs qui doivent éclairer le monde, prennent leur course d'un pied hardi, comme le soleil.

Le vice de notre économie étant l'excès du signe, nous devons nous attacher à ne l'augmenter pas, pour ne pas accroître la dépréciation. Il faut décréter le moins de monnoies qu'il nous sera possible; mais, pour y parvenir, il faut diminuer les charges du trésor public, soit en donnant des terres à nos créanciers, soit en affectant les annuités à leur acquittement, sans créer de signe; car cette méthode corrompt l'économie, &, comme je l'ai démontré, bouleverse la circulation & la proportion des choses. Si vous vendez, par exemple, les biens des émigrés, le prix anticipé de ces fonds, inertes par eux-mêmes, sera en circulation, & se mesurera contre les produits qui représentent trente fois moins. Comme ils seront vendus très-cher, les produits renchériront proportionnellement, comme il est arrivé des biens nationaux, & vous serez toujours en concurrence avec vous-mêmes.

Au contraire, les annuités étant de ſimples contrats qui n'entreront point comme ſigne dans le commerce, elles n'entreront point non plus en concurrence avec les produits; l'équilibre ſe rétablira peu-à-peu. Si vos armées conquièrent la liberté pour les peuples, il n'eſt point juſte que vous vous épuiſiez pour ces peuples; ils doivent ſoulager notre tréſor public; & dès-lors nous avons moins de dépenſes à faire pour entretenir nos armées. Enfin, je poſe ce principe, que le ſeul moyen de rétablir la confiance & la circulation des denrées, c'eſt de diminuer la quantité du papier en émiſſion, & d'être avare d'en créer d'autre. Les dettes de l'Etat ſeront acquittées ſans péril par ce moyen; vous attacherez tous les créanciers à la fortune de la république; le paiement de la dette n'altérera point la circulation naturelle : au lieu que ſi vous payez par anticipation, le commerce ſera tout-à-coup noyé, & vous préparerez la famine & la perte de la liberté par l'imprudence de l'adminiſtration.

Voilà ce que j'avois à dire ſur l'économie : vous voyez que le peuple n'eſt point coupable; mais la marche du gouvernement n'eſt point ſage. Il réſulte de là une infinité de mauvais effets que tout le monde s'impute; de-là les diviſions, qui corrompent la ſource des lois, en ſéduiſant la ſageſſe de ceux qui les font; & cependant on meurt de faim, la liberté périt, & les tendres eſpérances de la nature s'évanouiſſent. Citoyens, j'oſe vous le dire; tous les abus vivront tant que le roi vivra; nous ne ſerons jamais d'accord, nous nous ferons la guerre. La république ne ſe concilie point avec des foibleſſes : faiſons tout pour que la haine des rois paſſe dans le ſang du peuple; tous les yeux ſe tourneront alors vers la patrie.

Tout ſe réduit, pour l'inſtant, à faire en ſorte que la quantité du papier n'augmente point, que le laboureur vende ſes grains, ou que le gouvernement ait des greniers pour les temps les plus malheureux, & que les charges du tréſor public diminuent.

Je vous propoſe les vues ſuivantes, dont je demande le renvoi aux comités des finances & d'agriculture, réunis.

1°. Que les biens des émigrés ſoient vendus, que les annuités ſoient converties en contrats, qui ſerviront à rembourſer la dette;

2°. Que l'impôt foncier ſoit payé en nature, & verſé dans des greniers publics; qu'on prenne des moyens pour faire payer l'arriéré;

3°. Qu'il ſoit fait une inſtruction ſur la libre circulation des grains, qu'elle ſoit affichée dans toutes les communes de la république;

4°. Que la Convention nationale déclare que la circulation des grains eſt libre dans l'intérieur, & porte la peine de mort contre l'exportation;

5°. Qu'il ſoit fait une loi qui nous manque, concernant la liberté de la navigation des rivières; & une loi populaire, qui mette la liberté du commerce ſous la ſauvegarde du peuple même, ſelon le génie de la république;

Cette dernière loi je la propoſerai.

6°. Que l'on conſacre ce principe, que les fonds ne peuvent point être repréſentés dans le commerce.

Telles ſont les vues que je crois propres à calmer l'agitation préſente: mais ſi le gouvernement ſubſiſte tel qu'il eſt; ſi l'on ne fait rien pour développer le génie de la république; ſi l'on abandonne la liberté au torrent de toutes les imprudences, de toutes les immoralités que je vois; ſi la Convention nationale ne porte point un œil vigilant ſur tous les abus; ſi l'orgueil & l'amour de la ſotte gloire ont plus de part aux affaires que la candeur & le ſolide amour du bien; ſi tous les jugemens ſont incertains & s'accuſent; enfin, ſi les baſes de la république ne ſont pas inceſſamment poſées, dans ſix mois la liberté n'eſt plus.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

.J22